

MANUEL **PROVOX**

S'ENGAGER POUR UNE EUROPE DURABLE ET INCLUSIVE







I. INTRODUCTION

Edito.....	P.4
Le Dialogue UE Jeunesse	P.5
La thématique de la campagne.....	P.6
A quoi sert le manuel ?	P.7
Une chronologie de la campagne	P.8

II. PLAIDOYER

Thématique 1 : Information et Education.....	P.10
Thématique 2 : Action et Responsabilisation	P.14
Thématique 3 : Gouvernance.....	P.18
Thématique 4 : Mobilité et Solidarité	P.22
Thématique 5 : Accès aux Infrastructures.....	P.26

III. INFORMATIONS PRATIQUES

Les membres du GNT	P.30
Les contacts.....	P.31





A l'heure où la synthèse du sixième rapport d'évaluation du GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Évolution du Climat) a vu le jour, il était grand temps que l'écologie soit au cœur d'une campagne de Dialogue de l'UE en faveur de la Jeunesse, accompagnée d'un défi supplémentaire : celui de l'inclusion.

Aujourd'hui, nous savons avec certitude, grâce à des contenus scientifiques tels que les rapports du GIEC que les inégalités sociales se creusent car elles sont alimentées par la crise climatique. Afin d'entreprendre des actions européennes réelles et efficaces en faveur de l'inclusion, nous devons voir plus grand, en plaçant l'écologie intégrale en tête de nos priorités. Cela signifie que nous devons penser l'inclusion au-delà des quotas et des représentations de la diversité. Nous devons également le faire en appliquant réellement notre devise "Unie dans la diversité".

Nous devons être inclusif.ive.s en recréant les bases de la dignité dans un espace européen commun et partagé. Nous devons agir pour le climat, afin de créer un terrain sain pour que nos politiques sociales se développent et que les inégalités diminuent.

Dans ce manuel, vous trouverez les propositions qui ont été construites par les jeunes français.e.s lors du Festival Provox et les recommandations adoptées dans la résolution européenne. Il est temps de les porter collectivement pour participer à une Europe Durable et Inclusive.

Lucie Bozonnet
Co-présidente du Cnajep

Maxime Michaud & Martina Schiattarella
Jeunes délégué.e.s Provox

LE DIALOGUE DE L'UE EN FAVEUR DE LA JEUNESSE



Au niveau Européen

Le Dialogue de l'UE en faveur de la Jeunesse est né pour que jeunes et décideur.se.s puissent co-construire les **politiques de jeunesse européennes**.

Le Dialogue UE Jeunesse n'est donc pas une simple consultation des jeunes mais un processus visant à aboutir à un résultat défini : **une résolution adoptée par le Conseil de l'Union européenne**. 3 grandes étapes rythment la campagne du Dialogue UE Jeunesse qui dure 18 mois, il s'agit des Conférences Européennes de la Jeunesse. Les campagnes s'appuient sur **les 11 Objectifs européens pour la jeunesse**.



Au niveau National

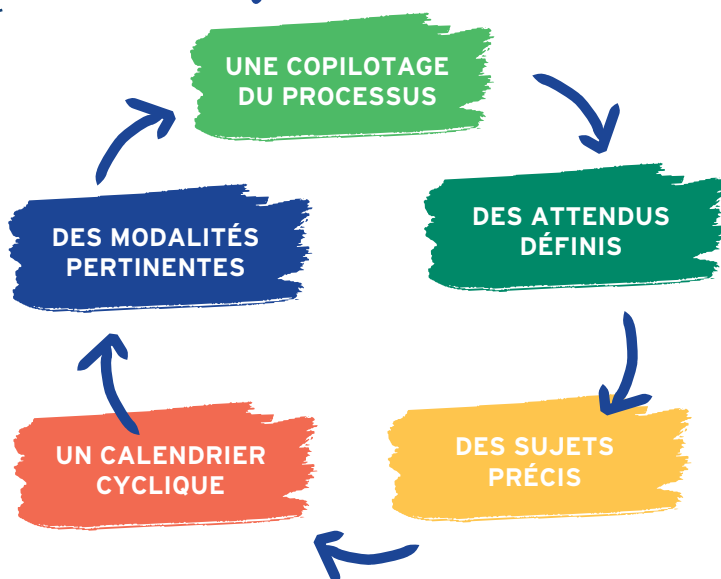
En France, c'est le Cnajep, en tant que Conseil National de la Jeunesse, qui coordonne les campagnes de dialogue UE Jeunesse. Il s'appuie sur un Groupe National de Travail. Ce groupe rassemble, à minima, le Conseil National de la Jeunesse, le ministère en charge des questions de jeunesse et l'Agence Erasmus+ du pays concerné. **Le Groupe National de Travail** a décidé de lui donner une identité et d'appeler les campagnes du Dialogue UE Jeunesse : **les campagnes Provox**. Pour la 9^{ème} campagne, ce sont 26 organisations qui ont rejoint ce groupe de travail.

La méthode

Le Dialogue Structuré est une méthode visant à **améliorer l'efficacité des politiques publiques en favorisant le dialogue avec les citoyen.ne.s et la société civile** dans la conception, la mise en place, le suivi et l'évaluation de celles-ci.

La méthode se caractérise par plusieurs **principes complémentaires et interdépendants**. Ces principes sont essentiels à respecter pour un engagement complet de chaque partie prenante et un vrai résultat politique.

On parle de
5 ingrédients



La campagne

S'ENGAGER POUR UNE EUROPE DURABLE & INCLUSIVE

La campagne « S'engager pour une Europe durable et inclusive » a permis de répondre aux Objectifs européens pour la jeunesse n° 10 **Une Europe Verte et Durable** et n° 3 **Sociétés Inclusives**. Ces deux objectifs visent à « parvenir à une société dans laquelle tous les jeunes sont actifs sur le plan environnemental, éduqués et capables de faire la différence dans leur vie quotidienne et à permettre et garantir l'inclusion de tous les jeunes dans la société. » Le développement durable et l'inclusion sociale vont de pair et si nous ne permettons pas et ne garantissons pas l'inclusion de tous les jeunes dans la société, nous ne pourrions pas atteindre ces objectifs.

La réflexion s'articule
autour de 5 sous thématiques :



INFORMATION
& ÉDUCATION



ACTION &
RESPONSABILISATION



GOVERNANCE



SOLIDARITÉ
& MOBILITÉ



ACCÈS AUX
INFRASTRUCTURES

Ces 5 sous thématiques ont été explorées lors de la phase de consultation et ont permis ; à la dernière étape de la campagne ; de faire émerger par les jeunes des propositions concrètes pour élaborer une résolution européenne.



Les objectifs Européens pour la jeunesse

#3 Sociétés Inclusives



Rendre possible et
assurer l'inclusion de tous
les jeunes dans la société

#10 Une Europe Verte et Durable



Parvenir à une
société dans laquelle
tous les jeunes sont
écologiquement actifs,
sensibilisés et capables
de faire la différence
dans leur vie quotidienne

Le mode d'emploi

COMMENT S'ORGANISE LE MANUEL ET À QUOI IL SERT ?

Le Manuel permet de rassembler toute la matière de cette 9^{ème} campagne. Il a pour ambition d'initier un travail de plaidoyer.

Le travail de plaidoyer, c'est un processus réfléchi et collectif qui se donne pour objectif d'initier des changements directs, par exemple dans les politiques publiques, mais aussi indirects, par exemple dans les représentations ou les opinions du grand public.

Pour cela, le manuel est découpé selon les **5 thématiques** de la campagne et chaque partie est organisée de la même façon :

- La première page introduit la thématique et la recontextualise grâce à des chiffres et des informations récupérés lors de la phase de consultation.
- Ensuite une double page est organisée de la manière suivante :

Avoir un angle d'attaque et prendre le sujet par une problématique

Connaître le contexte politique et identifier ce qui a déjà été fait sur le sujet afin de l'améliorer ou le supprimer

...on, fiabilité des informations, sentiment d'impuissance : comment mieux s'informer et faire le lien entre inégalités et changement climatique ?

Les propositions des jeunes français.e.s

Des jeunes mieux informés

- 1 Créer un poste de référent.e associatif.ve qui soit un.e acteur.rice de l'éducation non formelle dans les établissements d'éducation formelle

Des pistes d'actions à différents niveaux



NATIONAL

Proposer des formations croisées pour les acteurs éducatifs afin de « fabriquer une culture commune » sur ces enjeux



LOCAL

Etablir des conventions entre associations-établissements scolaires pour permettre des interventions sur les enjeux environnementaux



CE QUE LES INSTITUTIONS FONT DÉJÀ

- ✓ La Charte de l'environnement de 2004 a une valeur constitutionnelle. Elle souligne la nécessité de "l'éducation et la formation à l'environnement" (article 8).
- ✓ Le programme gouvernemental d'éducation au développement durable (EDD) structure des actions mises en place par le Ministère de l'Éducation Nationale :
 - Les éco-délégué.e.s, des élèves élu.e.s pour participer à l'œuvre du développement durable dans les collèges et lycées
 - Le label E3D, pour les collèges et lycées engagés dans le développement durable
- ✓ L'Université Virtuelle Environnement & Développement Durable (UVED) est une Université Numérique Thématique (UNT) soutenues par le Ministère de l'Enseignement supérieur qui référence des ressources existantes produites par ses établissements membres. Elle met à disposition des ressources en libre accès et réalise et coordonne des MOOC dans le domaine du développement durable.

Des pistes concrètes pour être capable de répondre à la mise en place de sa proposition politique

Avoir une proposition politique forte co-construite par un processus reconnu pour plus de légitimité

...seignant.e.s vers l'élève en permettant aux enseignant.e.s d'être en collaboration avec des intervenant.e.s extérieur.e.s de l'éducation non formelle

- 4 Adapter les cours d'Enseignement Moral et Civique en faisant de l'école un lieu d'échange par la multiplication d'événements, de rencontres, de ressources entre les différent.e.s acteur.rice.s qui touchent à ces enjeux



CE QUE LES ASSOCIATIONS FONT DÉJÀ

- ✓ FRENE est un réseau français d'éducation à la nature et à l'environnement. Il assure une fonction de premier plan dans la dynamique nationale de l'éducation à la nature et à l'environnement. Dans le cadre de l'éducation formelle, il a développé de très nombreux projets à propos des enjeux de l'eau, des déchets, de l'alimentation, du lien à la nature, de la citoyenneté environnementale. Il travaille à la généralisation de l'enseignement dehors, au contact de la nature.
- ✓ Youth ID a mis en place une formation intitulée « Be you » qui permet aux travailleur.euses jeunesse (professeur.e.s, animateur.euses, etc.) d'animer 3 ateliers de 3h chacun sur le développement durable et l'entrepreneuriat social pour des jeunes de tous horizons.
- ✓ Les Passeurs de curiosité et leurs ateliers ludiques « Wonderlabs » pour apprendre sur le vivant et l'environnement. Il s'agit d'un module qui prend la forme d'un cabinet de curiosités et de jeux de rôle. Les ateliers sont adaptés aux caractéristiques de l'Escape enfants de 4 à 12 ans, des ateliers prioritaires ou de terrain.

Identifier ce qui existe déjà pour s'appuyer sur des initiatives existantes, trouver des partenaires ou s'inspirer

Démontrer la légitimité de sa proposition en s'appuyant sur la résolution européenne dans laquelle elle a été intégrée et prise en compte

CE QUE DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE *

Nous demandons aux États membres de garantir un accès égal à des informations facilement compréhensibles sur la durabilité et le changement climatique grâce à une éducation formelle et non formelle inclusive favorisant une autonomie accrue et le dialogue et l'apprentissage intergénérationnels

* Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, sur les résultats du 9^e cycle de dialogue de l'Union européenne en faveur de la jeunesse, Bruxelles, le 15 mai 2023, 9334/23

Vous pouvez retrouver le site interactif du manuel : www.manuelprovox2022-2023.com

La chronologie de la campagne

JANVIER
Lancement de la campagne

PHASE DE CONSULTATION

19 MAI
Atelier de consultation co-construit avec



24 MAI
Atelier de consultation co-construit avec



18 JUIN
Atelier de consultation co-construit avec



2022



STRASBOURG
24 AU 26 JANVIER
1^{ÈRE} CONFÉRENCE
EUROPÉENNE DE
LA JEUNESSE

7 MAI
Atelier de consultation co-construit avec



20 MAI
Atelier de consultation co-construit avec



24 JUIN
Atelier de consultation co-construit avec



ologie paigne

18
MOIS

28 JUIN
Atelier de consultation
co-construit avec

OFAJ DFJW
cidj
#Infojeunesse
eurodesk



PHASE DE MISE
EN OEUVRE

10 MARS
Rencontre régionale
en Occitanie



15 MAI
Rencontre régionale
Réunionnaise



JUIN
Clôture de la campagne

2023

PRAGUE
11 AU 13 JUILLET
2^{ÈME} CONFÉRENCE
EUROPÉENNE DE
LA JEUNESSE

18-20 NOVEMBRE
FESTIVAL
PROVOX

SUÈDE
20 AU 23 MARS
3^{ÈME} CONFÉRENCE
EUROPÉENNE DE
LA JEUNESSE

JUIN
Adoption de la résolution
européenne finale





INFORMATION & ÉDUCATION

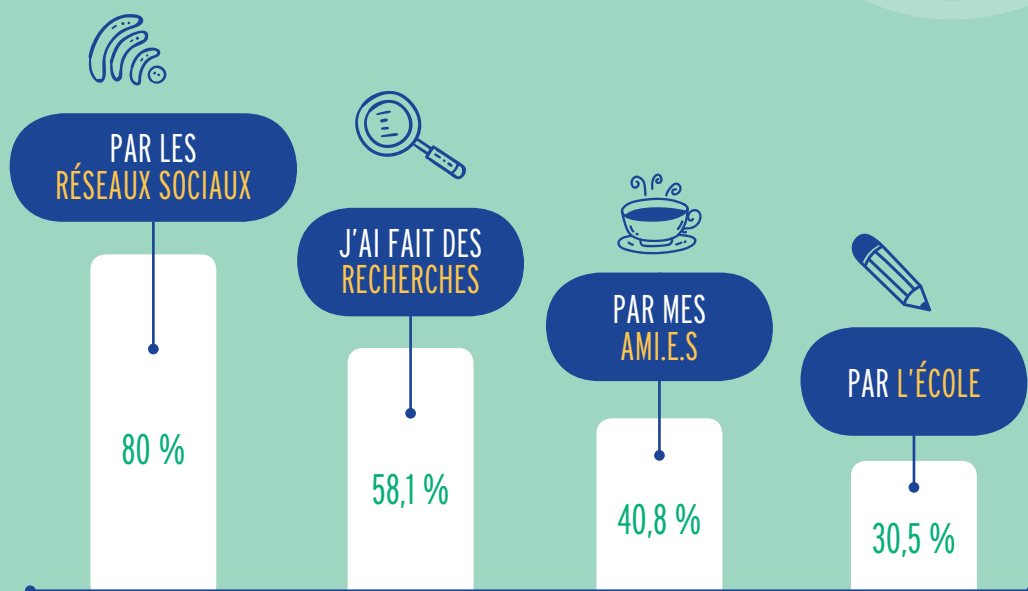


Le changement climatique est une question complexe. Les jeunes doivent avoir accès à des sources d'information adaptées à leurs besoins et avoir la possibilité d'en apprendre davantage sur la nature et les causes du changement climatique, ainsi que sur son lien avec les inégalités sociales partout dans le monde.



L'ENQUÊTE PROVOX* CE QUE PENSENT LES JEUNES

COMMENT VOUS INFORMEZ-VOUS SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ? LES JEUNES RÉPONDENT :



ILS N'ONT PAS ASSEZ D'INFORMATION

Pour la majorité des jeunes interrogés ils n'ont pas assez d'informations pour comprendre pleinement le changement climatique

86%

SE SENTENT INQUIÈT.E.S

Parmi les jeunes interrogés, 86 % se sentent inquièt.e.s face aux informations qui concernent le changement climatique



* données issues du sondage en ligne Provox diffusé lors de la phase de consultation

Surinformation, fiabilité des informations, sentiment d'impuissance : comment mieux s'informer et faire le lien entre inégalités et changement climatique ?

Les propositions des jeunes français.e.s

✓ Des jeunes mieux informés

- 1 Créer un poste de référent.e associatif.ive qui soit un.e acteur.rice de l'éducation non formelle dans les établissements d'éducation formelle
- 2 Systématiser dans le programme du secondaire la participation à des échanges européens (élèves, professeur.e.s) sur les questions environnementales

✓ Une école plus adaptée

- 3 Faire évoluer la formation des enseignant.e.s vers la pédagogie de projet centré sur l'élève en permettant aux enseignant.e.s d'être en collaboration avec des intervenant.e.s extérieur.e.s de l'éducation non formelle
- 4 Adapter les cours d'Enseignement Moral et Civique en faisant de l'école un lieu d'échange par la multiplication d'événements, de rencontres, de ressources entre les différent.e.s acteur.rice.s qui touchent à ces enjeux

Des pistes d'actions à différents niveaux



Proposer des formations croisées pour les acteurs éducatifs afin de « fabriquer une culture commune » sur ces enjeux



Etablir des conventions entre associations-établissements scolaires pour permettre des interventions sur les enjeux environnementaux



CE QUE DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE *

Nous demandons aux États membres de garantir un accès égal à des informations facilement compréhensibles sur la durabilité et le changement climatique grâce à une éducation formelle et non formelle inclusive favorisant une autonomie accrue et le dialogue et l'apprentissage intergénérationnels

* Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, sur les résultats du 9^e cycle du dialogue de l'Union européenne en faveur de la jeunesse, Bruxelles, le 15 mai 2023, 9134/23



CE QUE LES INSTITUTIONS FONT DÉJÀ

- La Charte de l'environnement de 2004** a une valeur constitutionnelle. Elle souligne la nécessité de "l'éducation et la formation à l'environnement" (article 8).
 - Le programme gouvernemental d'éducation au développement durable (EDD)** structure des actions mises en place par le Ministère de l'Éducation Nationale :
 - Les éco-délégué.e.s, des élèves élu.e.s pour participer activement à la mise en œuvre du développement durable dans les collèges et lycées
 - Le label E3D, attribué aux écoles, aux collèges et aux lycées généraux, technologiques et professionnels, ainsi qu'aux centres de formation d'apprenti.e.s qui entrent dans une démarche globale de développement durable.
 - L'Université Virtuelle Environnement & Développement Durable (UVED)** est une Université Numérique Thématique (UNT) soutenue par le Ministère de l'Enseignement supérieur qui référence des ressources existantes produites par ses établissements membres. Elle met à disposition des ressources en libre accès et réalise et coordonne des MOOC dans le domaine du développement durable.
-
- Avis du CESE adopté le 26 novembre 2013** pour une éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie pour la transition écologique.




CE QUE LES ASSOCIATIONS FONT DÉJÀ

- FRENE est un réseau français d'éducation à la nature et à l'environnement.** Il assure une fonction de premier plan dans la dynamique nationale de l'éducation à la nature et à l'environnement. Dans le cadre de l'éducation formelle, il a développé de très nombreux projets à propos des enjeux de l'eau, des déchets, de l'alimentation, du lien à la nature, de la citoyenneté environnementale. Il travaille à la généralisation de l'enseignement dehors, au contact de la nature.
- Les Passeurs de curiosité et leurs ateliers ludiques « Wonderlabs »** pour apprendre sur le vivant et l'environnement. Il s'agit d'un module qui prend la forme d'un cabinet de curiosités et s'inspire des caractéristiques de l'Escape Game. Il s'adresse aux enfants de 4 à 12 ans issu.e.s de quartiers prioritaires ou de territoires isolés.
- Youth ID a mis en place une formation intitulée « Be you »** qui permet aux travailleur.euse.s jeunes (professeur.e.s, animateur.rices, etc.) d'animer 3 ateliers de 3h chacun sur le développement durable et l'entrepreneuriat social pour des jeunes de tous horizons.




An illustration of a person with dark skin and curly hair, wearing a yellow long-sleeved shirt with white stripes on the sleeves and green pants. They are holding a red megaphone to their mouth, as if shouting or announcing something. The background is white with stylized green and blue leaves and a red silhouette of a person's head on the left.

ACTION & RESPONSABILISATION

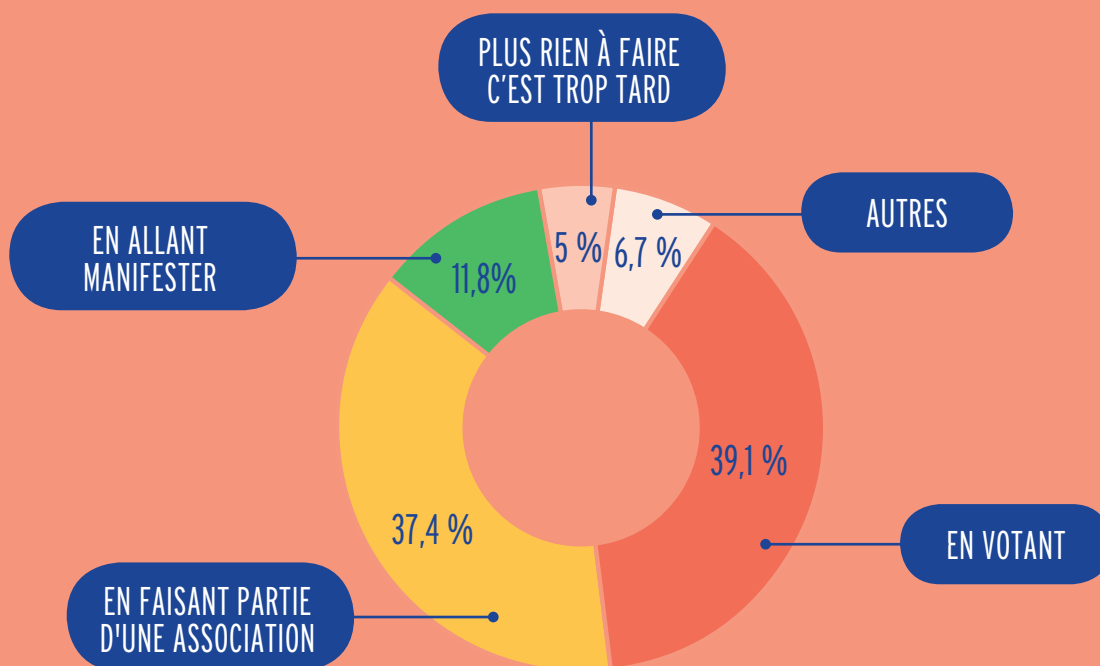
A simple blue downward-pointing arrow.

Les besoins des jeunes doivent être représentés à tous les niveaux politiques et doivent permettre aux jeunes de voir leurs intérêts pris en compte dans les processus de décision. Il faut fournir plus d'espaces et d'opportunités pour promouvoir le dialogue intergénérationnel. Ces démarches permettront aux jeunes d'agir comme acteurs et actrices du changement pour le développement durable.

A decorative blue flourish or swirl.

L'ENQUÊTE PROVOX CE QUE PENSENT LES JEUNES

**SELON VOUS QUEL EST LE MEILLEUR MOYEN POUR
AGIR SUR LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES ?
LES JEUNES RÉPONDENT :**



Concernant les facteurs qui découragent les jeunes à prendre part à l'action climatique les jeunes expriment :

Le manque



de temps
d'autonomie
d'argent
d'éducation
et d'information

De la politique des petits gestes à des politiques publiques engagées pour le climat, de la manif' au vote : comment penser des moyens d'actions plus efficaces ?

Les propositions des jeunes français.e.s

✓ Des espaces plus efficaces

- 5 Créer ou redynamiser un espace identifié par tou.te.s dédié à l'écologie, où toutes les générations de citoyen.ne.s pourront se rencontrer et être actrices et responsables de leur avenir. Cet espace serait géré par l'Etat ou les associations.

✓ Des citoyen.ne.s qui agissent à travers leurs modes de consommation

- 6 Créer un outil vecteur de transparence sur les impacts sociaux, environnementaux, de santé
- 7 Mettre en place un référentiel commun à toute l'U.E (données scientifiques) tout en assurant une traçabilité propre à chaque territoire (adaptation locale des données)
- 8 Mettre en avant les initiatives locales des associations et des producteur.rice.s

Des pistes d'actions à différents niveaux



NATIONAL

Etablir des conventions avec l'Etat et les régions pour utiliser les Maisons France Services comme tiers-lieux



LOCAL

Mettre en place un partenariat avec une collectivité territoriale pour réhabiliter un lieu existant ou labeliser un lieu qui serait référent sur les questions environnementales



CE QUE DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE

Nous demandons aux États membres de prévoir des comités consultatifs indépendants au niveau local (par exemple, les conseils de la jeunesse) qui soient composés de jeunes et sélectionnés par les jeunes, selon une démarche intersectionnelle mettant l'accent sur les jeunes ayant moins de perspectives, en adoptant une approche durable



CE QUE LES INSTITUTIONS FONT DÉJÀ

- ✓ **La Convention Citoyenne pour le Climat de 2019** 150 citoyen.ne.s, dont 14 % entre 16 et 24 ans, ont été tiré.e.s au sort pour définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990).
- ✓ **Les Conclusions du Conseil de l'UE et des représentant.e.s des gouvernements des États membres réuni.e.s au sein du Conseil** sur la dimension sociale d'une Europe durable pour la jeunesse du 15 mai 2023
- ✓ **Les Objectifs Européens pour la Jeunesse aussi appelés « Youth Goals »** ont été définis par et pour les jeunes dans le cadre d'une campagne de Dialogue UE Jeunesse.

Ils sont inscrits dans la Stratégie Européenne 2019-2027 et fixent des objectifs à atteindre pour répondre aux besoins de la jeunesse.

- ✓ **Au CESE, le Groupe des Organisations étudiantes et des mouvements de jeunesse** porte la voix des jeunes sur l'ensemble des domaines relevant du champ de compétences du Conseil. Il s'agit de 4 organisations : Cnajep, FFJ (Forum Français de la Jeunesse), FAJE (Fédération des Associations Générales Etudiantes), UNEF (Union Nationale des Etudiants de France).



CE QUE LES ASSOCIATIONS FONT DÉJÀ

- ✓ **Le RNJA (Réseau National des Juniors Associations) a mis en place le projet Eco-lo'JA** pour encourager et accompagner les juniors associations qui portent des projets de protection environnementale. Le but est de former des jeunes des juniors associations par des spécialistes des questions environnementales pour qu'ensuite, eux-mêmes, organisent des ateliers pour former leurs pairs.
- ✓ **Youth For Climate France en lien avec Fridays for Future**, a mené de nombreuses actions, manifestations et campagnes pour tenter de faire agir les dirigeant.e.s et pollueurs.euses au nom de la jeunesse depuis fin 2018. C'était le cas de la Grève Mondiale pour le Climat et la Justice Sociale.

- ✓ **Le Forum européen de la jeunesse** réunit des jeunes de toute l'Europe pour mener des actions communes. Il a interpellé les institutions européennes pour promouvoir une transition vers un avenir durable : Document politique sur le développement durable, avril 2018.
- ✓ **Les CPIE sont des centres permanents d'initiatives pour l'environnement.** Il en existe 80 en France. Il s'agit d'un réseau d'associations œuvrant pour une meilleure prise en compte de l'environnement et du développement durable reconnu par un label de l'État français.



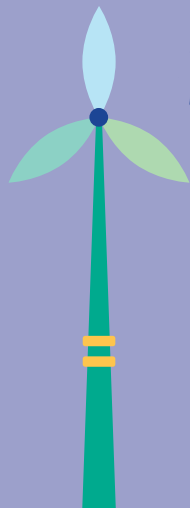
GOUVERNANCE



Les mécanismes de participation des jeunes comprennent souvent un volet consultation mais il peut être difficile de voir au-delà. Il faut pouvoir s'assurer que la parole des jeunes est bien prise en compte dans l'élaboration des politiques.



L'ENQUÊTE PROVOX CE QUE PENSENT LES JEUNES



Parmi les jeunes
interrogé.e.s,

79,5%

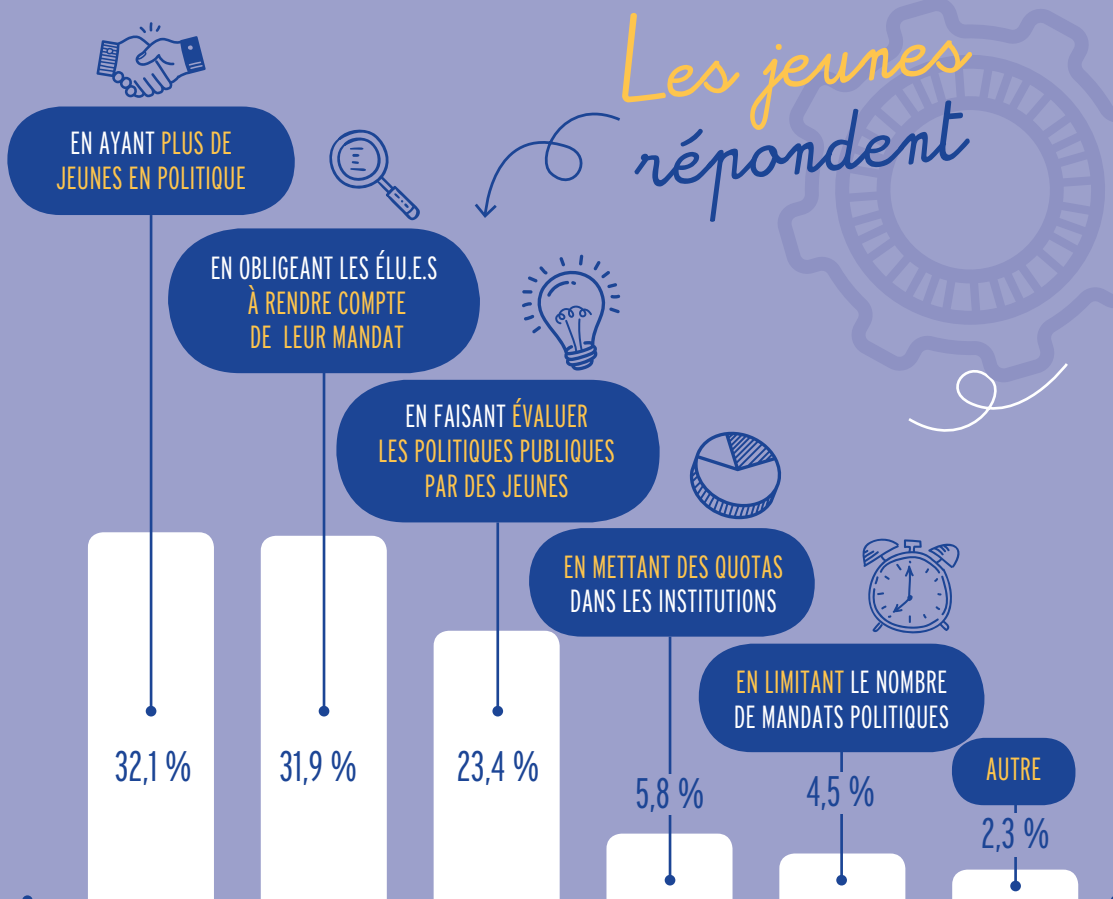
pensent que les besoins
de leur génération ne sont
pas pris en compte dans
l'élaboration des politiques
environnementales



27,6 % des jeunes affirment
qu'ils ont déjà participé à un
événement qui était pour eux
du **"YOUTHWASHING"***.

* utilisation des jeunes dans la sphère politique
à des fins de communication et non pas de
réelle prise en compte de leur parole.

COMMENT OBLIGER LES RESPONSABLES POLITIQUES À RESPECTER LES PROMESSES FAITES AUX JEUNES ?



Greenwashing, youthwashing, même combat : Comment fabriquer autrement des politiques publiques qui agissent pour le climat et qui prennent en compte la parole des jeunes ?

Les propositions des jeunes français.e.s

Des politiques publiques pour le climat

- 9 Réformer le Haut Conseil pour le Climat pour le rendre plus efficient et coercitif grâce à des expert.e.s destiné.e.s à la recherche et nommé.e.s par critère défini et par procédure multiple. Ces expert.e.s exerceraient un pouvoir décisionnaire.
- 10 Réévaluer l'enveloppe à destination de la recherche et aux politiques d'évaluation au niveau européen.
- 11 Vulgariser les travaux scientifiques auprès du grand public et plus particulièrement de la jeunesse.

Des politiques publiques qui prennent en compte la parole des jeunes

- 12 Promouvoir le Dialogue UE Jeunesse à tous les échelons et insister sur la formation des décideur.se.s, sur l'inclusion de l'ensemble des jeunes dans leur prise de décision.
- 13 Informer l'ensemble des jeunes sur le droit à se saisir du débat public.

Des pistes d'actions à différents niveaux



NATIONAL

Demander davantage de places pour des jeunes représentant.e.s de moins de 30 ans dans les espaces de concertation tels que le Conseil National de la Transition Ecologique



LOCAL

Dupliquer au maximum la mise en œuvre du Dialogue Structuré Territorial dans toutes les régions



CE QUE DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE

Nous recommandons d'élaborer une législation garantissant l'obligation de rendre des comptes et la transparence dans les processus d'élaboration des politiques dans le domaine de l'environnement et du développement durable, ainsi que de soutenir les mécanismes de participation et d'évaluation qui le permettent (par exemple les organismes de jeunesse ou les évaluations du point de vue des jeunes) au niveau local, régional et européen



CE QUE LES INSTITUTIONS FONT DÉJÀ

- ✓ Depuis 2016, la **clause d'impact jeunesse** s'inscrit dans le processus général d'évaluation préalable des projets de textes législatifs et réglementaires. Chaque ministère en charge de la rédaction d'un projet de loi ou de décret travaille en parallèle à l'élaboration d'un projet d'étude d'impact qui a vocation à être transmis au Secrétaire Général du Gouvernement (SGG).
- ✓ **L'article 54 de la loi relative à l'Égalité et à la Citoyenneté** (2017) introduit le concept de dialogue structuré dans le droit français et invite les régions en tant que chef de filât à développer des dialogues structurés territoriaux.
- ✓ **Le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ)** est une commission administrative consultative placée auprès de la Première ministre. Il contribue à la coordination et à l'évaluation des politiques publiques relatives à la jeunesse de 16 à 30 ans. A ce titre les parties prenantes comme des associations de jeunesse et d'éducation populaire sont invitées à venir travailler sur des thématiques.
- ✓ **Avis du CESE adopté le 29 juin 2022 SFEC** : quelle gouvernance pour la transition écologique ? Avis qui traite de la Stratégie Française sur l'Énergie et le Climat afin de permettre une meilleure mise en œuvre, contrôle et suivi de celle-ci.



CE QUE LES ASSOCIATIONS FONT DÉJÀ

- ✓ « **A l'asso de la transition** » par les CNFR (Confédération Nationale des Foyers Ruraux), est un outil d'animation et d'auto-évaluation en faveur de la transition. Il permet d'aborder la vie quotidienne des associations à travers des séries de questions sur lesquelles agir et trouver ensemble des pistes d'action.
- ✓ **Climates** est un collectif français réunissant des volontaires, étudiant.e.s et jeunes professionnel.le.s, autour des enjeux climatiques. Leur pôle *plaidoyer* permet d'influencer sur les politiques publiques françaises, européennes et internationales.
- ✓ **JAC (Jeunes Ambassadeur pour le Climat) et le programme Jeunes Délégué.e.s pour le Climat** permet depuis 2012 à deux jeunes d'avoir l'opportunité de suivre les COPs au sein de la délégation interministérielle française pendant deux ans.





SOLIDARITÉ & MOBILITÉ



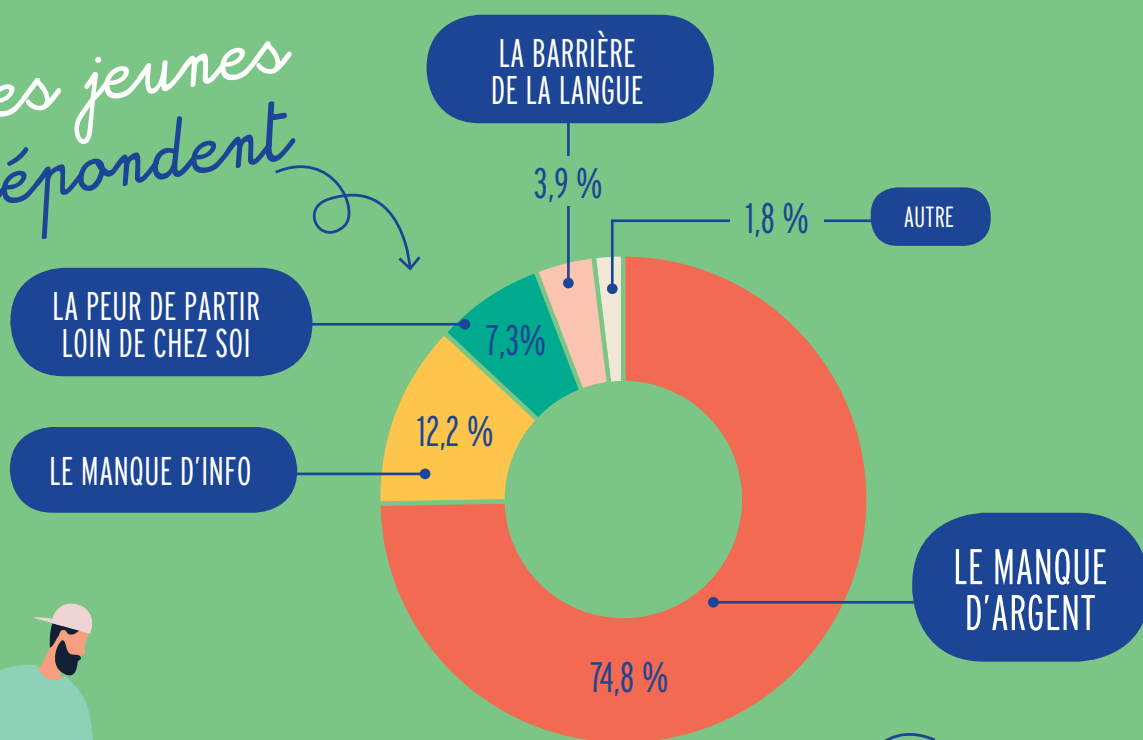
La mobilité des jeunes et le volontariat dans le secteur de l'environnement peuvent prendre différentes formes. Ces opportunités peuvent permettre aux jeunes de faire du bénévolat et de participer à des initiatives environnementales.



L'ENQUÊTE PROVOX CE QUE PENSENT LES JEUNES

TOUS LES JEUNES N'ONT PAS L'OCCASION DE VOYAGER EN EUROPE. QU'EST-CE QUI LES EN EMPÊCHE SELON VOUS ?

Les jeunes répondent



Ce que pourrait être une activité de mobilité liée à l'environnement, les jeunes répondent :

- Travail en permaculture
- Journées de nettoyage
- Plantation de forêts
- Campagne de sensibilisation par le biais de voyages longue distance à vélo
- Réseau de jeunes pour travailler à la protection de la biodiversité
- Échanges pour apprendre des techniques agricoles alternatives
- Accueil de réfugié.e.s climatiques

Clean-up days en Croatie ou jardin partagé à Roubaix : Quelles mobilités et solidarités demain ?

Comment s'assurer que tous les jeunes aient accès aux mêmes opportunités ?

Les propositions des jeunes français.e.s

✓ Des jeunes qui ont toutes et tous accès aux mêmes opportunités

- 14 Former à la mobilité l'ensemble des acteur.rice.s engagé.e.s avec les jeunes
- 15 Mettre en place un pass mobilité jusqu'à l'âge de 25 ans proposant des forfaits de transport et de voyage avec 5 trajets ou + par an et 1 trajet européen en adaptant aux jeunes provenant des territoires d'Outre-mer

✓ Des modalités et solidarités de proximité

- 16 Intégrer dans le programme scolaire des temps de rencontres, d'échanges pour permettre aux jeunes de découvrir des formes d'engagement et de volontariat auprès des associations locales ou services publics, comme 1 après-midi par semaine dans un EHPAD

Des pistes d'actions à différents niveaux



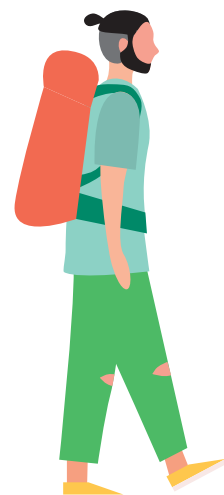
NATIONAL

Renforcer et proposer plus d'initiatives au format du « Passe France-Allemagne » pour les jeunes



LOCAL

Organiser des rencontres régulières avec des partenaires pour faire connaître les opportunités de mobilité pour des projets écologiques



CE QUE DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE

Nous demandons à la Commission européenne et aux États membres de mettre au point des plans d'action destinés au secteur de l'éducation formelle et au marché du travail, visant à assurer une reconnaissance formelle de l'expérience et des compétences clés acquises par la participation à des activités de volontariat et à la mobilité à des fins d'apprentissage



CE QUE LES INSTITUTIONS FONT DÉJÀ

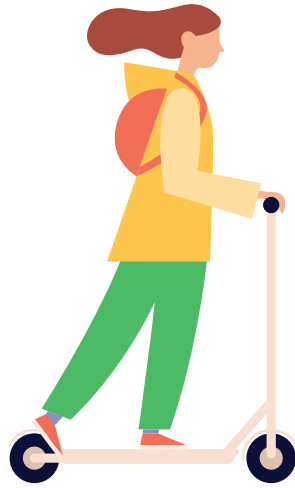
- ✓ Dans le cadre du service civique, un programme « Jeune et Nature » mis en place en 2022 vise à développer des missions sur le thème de l'éducation au développement durable, de création et de promotion d'outils et d'animations destinés à sensibiliser aux enjeux de la protection de la nature, de valorisation, d'animation des espaces naturels, etc.
- ✓ Le **Passé France-Allemagne** accessible à tous les jeunes de 18 à 27 ans à partir du 12 juin 2023, doit permettre à 30 000 résident.e.s français.e.s de se rendre en Allemagne à compter du 1^{er} juillet et jusqu'au 31 décembre et de profiter de 7 jours de voyage illimité et gratuit sur tout le réseau ferroviaire allemand pendant 1 mois.
- ✓ Les dispositifs **JSI-VVVS** permettent d'obtenir une aide financière pour des projets collectifs de Solidarité Internationale en France ou à l'étranger pour favoriser une rencontre interculturelle de jeunes français.e.s et de jeunes de pays partenaires. On parle également d'échanges de jeunes ou de chantiers. Le programme « Ville, vie, vacances et solidarité internationale » (VVV-SI) est destiné aux groupes de jeunes qui viennent majoritairement de quartiers prioritaires de la politique de la ville.



CE QUE LES ASSOCIATIONS FONT DÉJÀ

- ✓ Le **CIDJ** a mis en œuvre le programme « Je dessine mon Europe Verte » en 2021. Parmi les initiatives proposées, une « web série » a permis de mettre en avant des volontaires engagé.e.s dans le Corps Européen de Solidarité travaillant sur des projets d'alimentation et de consommation responsable, de préservation d'espaces naturels et de mobilité douce.
- ✓ **WWOOF France** est un mouvement mondial qui œuvre à mettre en contact des visiteur.euse.s avec des agriculteur.rice.s biologiques, à encourager les échanges culturels et à sensibiliser aux pratiques agricoles écologiques par le biais de chantiers participatifs.
- ✓ **RESP (Réaménagement de l'Environnement et Sauvegarde du Patrimoine)** est une association faisant partie du réseau Rempart qui permet des chantiers solidaires pour restaurer du patrimoine bâti tout en préservant et faisant découvrir la faune et la flore et en développant le tourisme rural.





ACCÈS AUX INFRASTRUCTURES

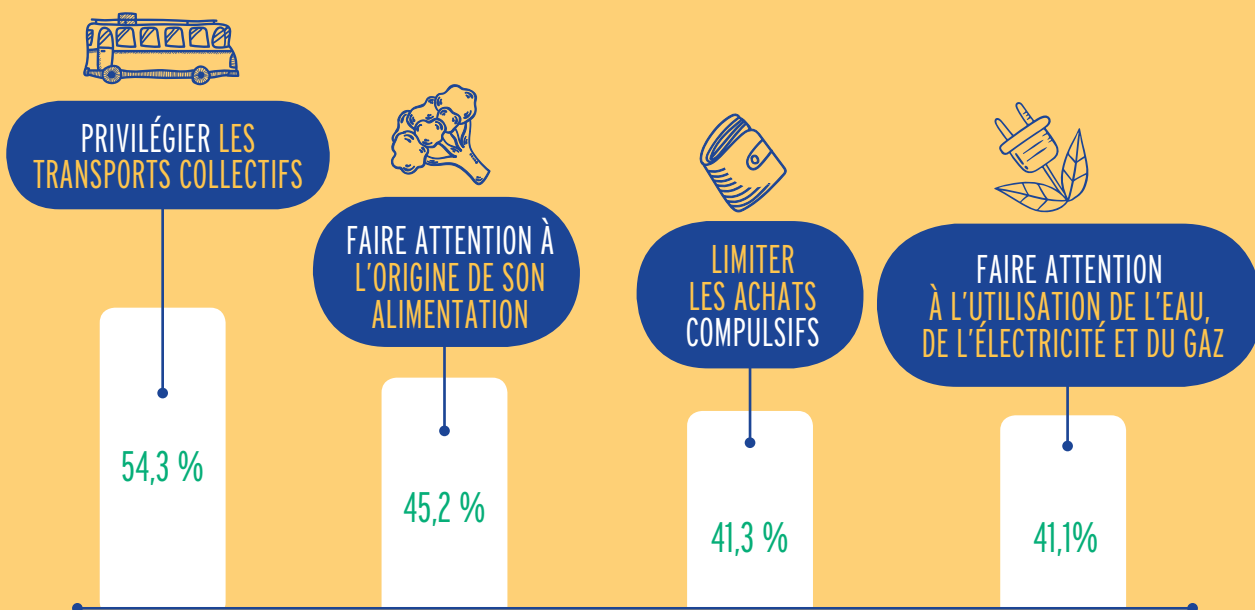


Dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, les infrastructures dans lesquelles vivent les jeunes influencent dans une large mesure leurs choix en matière de mode de vie durable (transports publics, logements durables, commerces locaux et produits équitables).



L'ENQUÊTE PROVOX CE QUE PENSENT LES JEUNES

POUR AGIR SUR LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES AU QUOTIDIEN, SELON VOUS LE PLUS IMPORTANT, C'EST DE :



AVEZ-VOUS ACCÈS À PROXIMITÉ DE VOTRE LIEU D'HABITATION À DES TRANSPORTS COLLECTIFS RÉGULIERS ?



Des transports à l'alimentation en passant par le logement : comment permettre à tous les jeunes de vivre de manière durable ?

Les propositions des jeunes français.e.s*

✓ Des espaces mieux utilisés

- 17 Promouvoir un usage durable des espaces de vie (travail, loisirs, associations) en favorisant l'utilisation diversifiée, par exemple, mettre une salle de danse à disposition d'une association pour une réunion

✓ Des politiques de transport plus justes

- 18 Plafonner les prix et/ou tarifs préférentiels fixés sur des critères sociaux
- 20 Développer des transports inclusifs et accessibles pour les personnes à mobilité réduite ainsi que pour les territoires ultrapériphériques
- 21 Soutenir les infrastructures favorisant la multimodalité des transports

✓ Des modes de production et de consommation plus responsables

- 22 Soutenir l'innovation de moyens de production éco-responsables en subventionnant la recherche et le développement
- 24 Intégrer des critères écologiques sur les taxes à la consommation en baissant des taxes sur les produits respectant les normes éco-responsables et en augmentant les taxes sur les produits qui ne les respectent pas

Des pistes d'actions à différents niveaux



NATIONAL

Mettre en place des chèques alimentaires pour les étudiant.e.s qu'ils et elles pourraient utiliser dans des magasins biologiques



LOCAL

Généraliser les partenariats entre les cantines scolaires et les agriculteur.rice.s locaux.ales pour favoriser les circuits courts



CE QUE DIT LA RÉSOLUTION EUROPÉENNE

Nous recommandons à la Commission européenne et aux États membres de proposer un "billet climat" destiné aux jeunes qui soit abordable et accessible et constitue un outil multimodal universel pour les transports publics aux niveaux régional, national et international, et à la Commission européenne d'apporter un soutien aux États membres pour promouvoir des modes de transport public durables

* Retrouvez toutes les propositions du Festival Provox dans le Livret de Propositions



CE QUE LES INSTITUTIONS FONT DÉJÀ

- ✓ **Le Pacte vert pour l'Europe** est l'adoption d'une série de propositions visant à adapter les politiques de l'UE en matière de climat, d'énergie, de transport et de fiscalité en vue de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990.
- ✓ **La loi d'orientation des mobilités de 2019** a un pilier « Engager la transition vers une mobilité plus propre » dont l'objectif est la neutralité carbone et l'interdiction de la vente de voitures utilisant des énergies fossiles carbonées d'ici 2040, le renforcement de l'utilisation du vélo et du covoiturage.
- ✓ **La Loi Climat et Résilience** de 2021 reprend les 146 propositions de la Convention citoyenne pour le climat retenues par le chef de l'État dont les sujets principaux étaient sur la consommation, la production, le logement et le déplacement.
- ✓ **Avis du CESE adopté en avril 2023** : Comment favoriser une gestion durable de l'eau (quantité, qualité, partage) en France face aux changements climatiques ? Il s'agit d'une réflexion au long cours sur l'eau en abordant la question de la gestion de sa quantité, de sa qualité et de son partage.



CE QUE LES ASSOCIATIONS FONT DÉJÀ

- ✓ **Le RESES (Réseau Etudiant pour une Société Ecologique et Solidaire)**, réseau national de 150 associations, mène un plaidoyer auprès de l'enseignement supérieur pour avoir 100 % des campus durables (partenariats, politiques d'achat, utilisation et gestion des ressources, préservation de la biodiversité, alimentation, gestion de l'énergie).
- ✓ **« Piste Cyclable Haute en Couleur »** avec l'association Virvolt et Solidarités Jeunesses est un chantier solidaire adolescent.e.s dont l'objectif est de mettre en place une nouvelle piste cyclable en Seine et Marne.
- ✓ **Alternat** porteuse du projet « Péniche pour la paix » propose des actions de découverte du monde fluvial à bord de la péniche Bali et sensibilise à la préservation de la faune et la flore et de l'impact environnemental.



GRUPE NATIONAL DE TRAVAIL



Pour toute information

N'hésitez pas à contacter le Cnajep,
coordinateur du Dialogue UE Jeunesse en France
par courriel : dialogue.structure@cnajep.asso.fr
ou par téléphone : 06.33.30.36.99





Ce Manuel est issu des travaux portés dans le cadre de la campagne Provox entre janvier 2022 et juin 2023. Provox est la déclinaison française du Dialogue de l'UE en faveur de la Jeunesse.



Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

Ce projet a été co-financé par la Commission européenne. Cette publication n'engage que son auteur.e et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ce projet a été co-financé par le Ministère de l'Éducation Nationale et de la jeunesse. Si celui-ci a été impliqué dans l'ensemble de la dynamique Provox, le document présent ne reflète pas une position officielle de celui-ci.

Le présent document contient des extraits ou des mentions de textes législatifs européens. Nous vous rappelons que seules les versions publiées dans les journaux officiels français et européens font foi.







Le travail de cette campagne s'inscrit dans l'Année Européenne de la Jeunesse de 2022 dont l'enjeu était de renforcer les efforts de l'Union européenne pour accompagner les jeunes dans la sortie de crise sanitaire et les aider à en surmonter les effets négatifs.



PROVOX

Provox, c'est quoi ? C'est la déclinaison française du Dialogue UE Jeunesse qui permet un dialogue entre jeunes et décideur.euse.s pour la conception, la mise en place, le suivi et l'évaluation des politiques européennes de jeunesse. En France, c'est le Cnajep, en tant que Conseil National de la Jeunesse, qui déploie ce dialogue avec des campagnes qui durent 18 mois. Ce manuel est celui de la 9^{ème} campagne.

*Suivez
nous*

-  www.provox-jeunesse.fr
-  www.manuelprovox2022-2023.com
-  [@ProvoxJeunesse](https://www.facebook.com/ProvoxJeunesse)
-  [@ProvoxJeunesse](https://twitter.com/ProvoxJeunesse)
-  [@Provox-insta](https://www.instagram.com/Provox-insta)